

directives pour y remédier. Le ministre d'État, chargé de l'habitation, (M. Andras) est à la Chambre cet après-midi. Je me demandais qui serait le porte-parole du gouvernement en ce qui concerne les questions urbaines, parce que nous n'avons pas de ministre attitré du développement de nos circonscriptions urbaines. C'est sans doute une autre des fonctions du ministre d'État chargé de l'habitation. Comme il est là cet après-midi, je suppose qu'il va prendre part au débat, mais non pas comme le dirigeant d'un organe administratif chargé de l'aménagement urbain. Je vais attendre pour voir à quel titre il parlera.

Les citoyens se rendent compte que malgré l'opulence croissante, leur niveau de vie empire. Beaucoup d'entre eux se sentent désespérément en plan, en dehors du courant de la vie canadienne. Ils sont de plus en plus déçus et mécontents et commencent à perdre patience. Et pourquoi pas, si l'on songe à leur cadre de vie, qui crève les yeux? Logements urbains insatisfaisants, plages malpropres et polluées, autoroutes et voies de grande vitesse construites sans méthode et causes d'embouteillage, trop nombreux quartiers de taudis, parcs en nombre insuffisant, manque d'intimité et isolement de l'individu pourtant. Voilà le hic. Ces gens deviennent exaspérés par la négligence et l'apathie du gouvernement.

Il est donc peu étonnant que le 10 décembre 1969, dans son dernier rapport la Commission nationale sur les causes et la prévention de la violence, instituée par le président Johnson, signalait d'une façon frappante:

Certains citoyens ordinaires s'estiment impuissants à influencer la direction et la destinée de leur nation. Mais, un nombre sans cesse accru d'Américains prouvent qu'il s'agit là d'un mythe. Ils ont constaté qu'ils n'avaient pas à rester passifs alors que nos villes se délabrent, que des gens vivent dans la crainte, que des chefs de familles édifient des forteresses personnelles et que les ressources humaines et financières sont affectées à des objectifs de moindre urgence. Une nouvelle génération d'Américains monte courageuse, talentueuse et déterminée pour remplir les promesses de la nation. Maintenant comme toujours les jeunes—idéalistes mais sincères, sans expérience mais consacrés à leur tâche sont les chefs de file du mouvement en vue d'un changement et en nombre croissant les américains adultes se joignent à eux.

Au Canada aussi monte une nouvelle génération de Canadiens courageuse, talentueuse et déterminée, pour remplir la promesse de la nation. Une étude nationale publiée en mars cette année révélait dans 19 grandes villes du Canada l'existence de 215 groupes de citoyens, surtout des gens à faibles revenus dont presque aucun auparavant n'avait fait partie de comités ou d'organisations. Les hommes politiques à tous les niveaux comprennent davantage l'importance, l'efficacité et l'influence de ces groupes. A leur grand embarras ils constatent que ces groupes savent montrer la voie pour trouver des solu-

tions dans les domaines de préoccupation urbaine. Bref, la motivation nécessaire émane de la masse de la population à la suite du désistement des gouvernements municipaux, provinciaux et fédéral, intensifié par le prétendu dilemme constitutionnel que le simple mortel connaît peu et prise encore moins.

En dépit des hésitations du gouvernement fédéral à se mêler directement des affaires urbaines, il est intéressant de noter que le ministre d'État chargé de l'habitation a fait sentir une fois de plus la présence du gouvernement lorsqu'il a indiqué dans sa déclaration sur les logements sociaux:

Les associations dûment constituées de locataires de logements sociaux recevront des subventions. A mesure que ces groupes se forment, il est évident que pour la plupart, ils sont raisonnables, bien structurés et renseignés. Cette forme d'activité de groupes désireux d'aider à améliorer leur sort mérite d'être encouragée.

Ces décisions nous montrent que le gouvernement fédéral semble s'être décidé à écouter la voix de l'opposition officielle lorsqu'elle déclare que rien n'empêche le gouvernement fédéral de s'occuper des villes. Il est intimement associé à l'élaboration des directives qui président au développement de nos villes.

Je voudrais en donner quelques exemples. Le député d'Oshawa-Whitby (M. Broadbent) a signalé, et je l'ai dit cent fois depuis que j'ai été élu, qu'une grande partie des activités au sein de nos villes, dont un grand nombre sont déterminantes en matière de croissance urbaine, sont proprement du ressort fédéral. Il est depuis longtemps de tradition que le gouvernement fédéral intervienne dans des domaines tels que le logement, la rénovation urbaine, les logements sociaux, l'aide à la construction des égouts, les transports en commun par air et par rail, les subventions à la santé et au bien-être social, les programmes qui influent sur la localisation géographique des industries et la fourniture de la main-d'œuvre, la pollution et toute une série de travaux publics. Je pourrais poursuivre longtemps cette litanie. Et que nous dit-on? On évoque des problèmes d'ordre constitutionnel. Ottawa doit songer à coordonner son activité avec celle des autres paliers de gouvernement; autrement, il pourrait faire plus de tort que de bien. On fragmente les programmes fédéraux et municipaux dont la valeur souvent se perd ou se dissipe par manque de collaboration, parce que l'on se renvoie la balle ou simplement parce que le gouvernement fédéral ignore ce que font les autres gouvernements. Le gouvernement juge maintenant nécessaire de reconnaître la valeur des associations de locataires. Il est certes temps de se rendre compte qu'on n'avait jamais prévu, en 1867, que les villes prendraient tant d'ampleur et deviendraient si exigeantes.